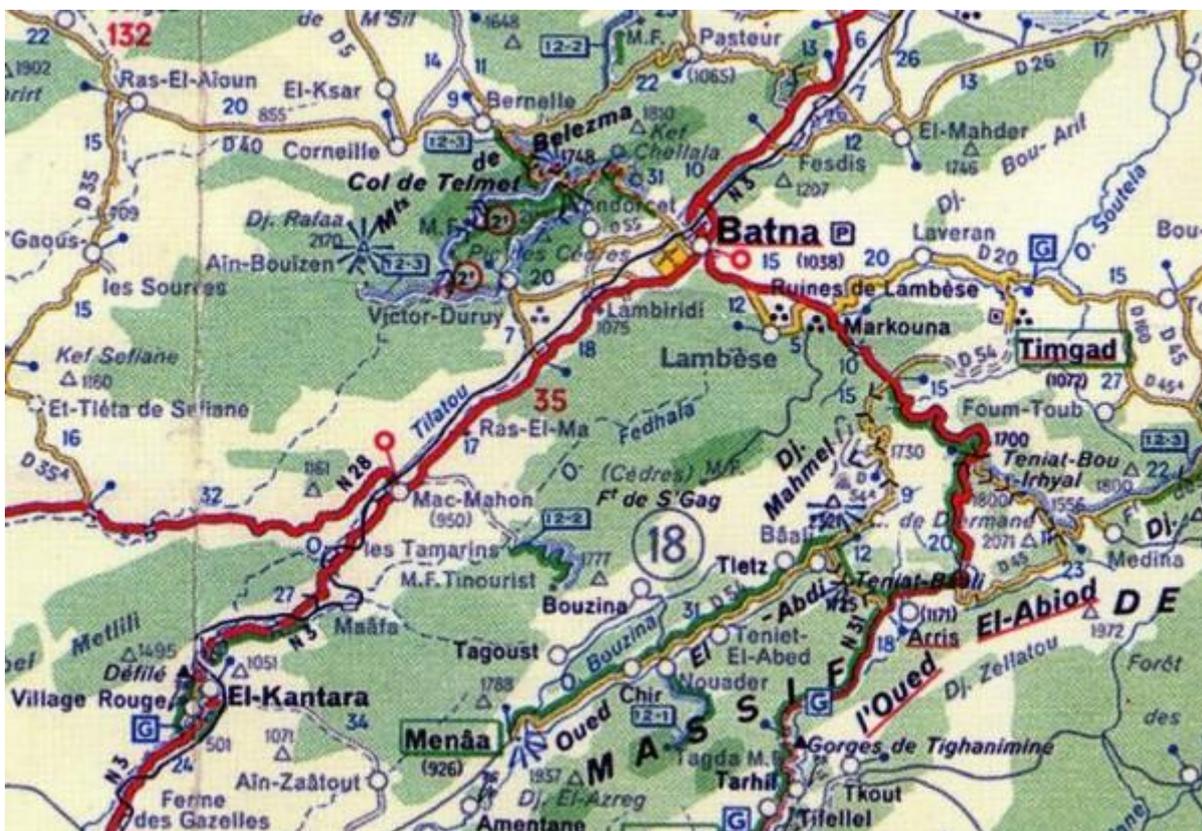


Non au 19 mars

VOICI quelques articles de presse ou de donateurs retenus à votre attention :

1/ Le village T'KOUT

Sur un plateau culminant à 1 200 mètres d'altitude T'KOUT est une commune de la région de BATNA, située à 8 Km au Nord-est de GHASSIRA dans le massif de l'Aurès ; à 95 km au Sud-est de BATNA (42 km à vol d'oiseau) et à 71 km au Nord-ouest de BISKRA



Située dans une région montagneuse assez isolée, la petite commune de T'KOUT est reliée à la route nationale 87 (Batna-Biskra par la vallée de l'ABIOD) par le chemin n° 5 (entre la localité de CHENAOURA et TIFELFEL, dans la commune de GHASSIRA) ; elle est reliée par un chemin communal à la localité de SIDI ALI dans la commune de KIMMEL), sur le versant Est de l'Ahmar KHADDOU. Elle est devenue une commune mixte en 1913.

Toponymie :

D'après M. JOLEAUD, T'KOUT (en berbère TKOUKTH) est un mot d'origine libyenne désignant un village ou un château fort, bâtis sur une colline. Le T initial est un préfixe berbère des toponymies et la racine K, a formé de nombreuses toponymies notamment le Ras Takkouk ou encore Koukou, en Kabylie qui ont la même racine.

TKOUT est un mot berbère qui signifie « la perle ».



T'KOUT

La Commune d'ARRIS et aussi le chef lieu d'arrondissement qui comprend les municipalités suivantes : ARRIS – BOUZINA – BOU AHMAR – CHIR – FOUM TOUB – KIMMEL – M'CHOUNECHE – MEDINA - MENAA – OULACH – TENIET EL ABED – TIFFELFEL – TIGHANIMINE – **T'KOUT** – TADJEMOUT

C'est aussi avec le massif des AURES le berceau de la révolte et le refuge de prédilection des bandits d'honneur berbères.

Très tôt le matin, le lundi 1^{er} novembre, un autocar assurant la liaison BISKRA-ARRIS, au cœur du massif de l'Aurès, est attaqué par les combattants du FLN. Le caïd de M'CHOUNECHE, Hadj SADOK, favorable à la présence française, est tué d'une rafale de mitraillette qui atteint également l'épouse et Monsieur Guy MONNEROT, un jeune instituteur français récemment nommé dans la région ; celui-ci devait décéder de ses blessures. ARRIS fait alors partie de ces petites villes encaissées dans les montagnes de l'Est algérien, pratiquement désertées par l'administration française. Le 1^{er} novembre, après l'attaque de l'autocar, les hommes du FLN ont même réussi à l'encercler pendant plusieurs heures. Puis les renforts sont arrivés, ainsi que de nombreux journalistes, comme celui qui a pris cette photographie.



Le lieu où tout a commencé...

Ces attentats, qui devaient épargner les civils, font huit morts, parmi lesquels le jeune instituteur français précité, Dès le lendemain, le gouvernement MENDES FRANCE et son ministre de l'Intérieur, François MITTERAND, organisent la répression contre-terroriste dite de "remise en ordre intérieure". Toutefois, l'expression ne dupe pas longtemps l'opinion : c'est bien une guerre qui vient de débuter en Algérie.



C'est aussi une explosion qui réveille en sursaut le gendarme Martial PONS et sa femme. Dans son berceau, leur petite fille de huit mois se met à hurler.

Madame PONS ne supporte plus ce bled perdu. T'KOUT est le dernier village au bout d'une petite route qui conduit aux gorges sauvages de TIGHANIMINE. La plus proche localité est TIFELFEL, où viennent d'arriver deux jeunes instituteurs, les MONNEROT, que Mme PONS a aperçus il y a quelques jours. Tout autour de T'KOUT, le désert. De la pierraille, quelques rares chênes, des oliviers tordus. Lorsque Mme PONS est arrivée à T'KOUT où son mari était depuis plus d'un an elle a été effrayée. Une mechta où vivaient quelques familles musulmanes dominait la brigade qui l'abriterait. C'était un beau bâtiment tout neuf, confortable avait dit Martial.



Le couple Guy et Jeanine MONNEROT



Les gorges de TIGHANIMINE

Le moindre achat nécessite un voyage à BATNA, à 100 kilomètres de là. Et puis ce que Mme PONS redoute par-dessus tout c'est l'hiver. Elle s'était imaginée que l'hiver, en Algérie, c'était Nice ou Cannes, en plus chaud. Très vite Mme PONS a fait comme les autres femmes de la brigade, elle ne sort plus de T'KOUT que pour aller consulter le médecin pour son nouveau-né. Et puis hier au soir, des coups de feu dans la montagne. Et maintenant cette explosion. Ce doit être une bombe. Habille-toi, lui dit son mari qui revient dans l'appartement, viens avec la petite t'installer au deuxième. On va toutes vous mettre dans cet appartement pendant qu'on va aller en patrouille. Deux gars vont rester avec vous.

Les huit gendarmes sortent dans la nuit. Les pics sauvages, les pitons qui entourent la mechta se détachent sur le ciel clair. Les gendarmes se dirigent vers la route. Des coups de feu éclatent. Aboiements des mitraillettes, claquements secs des mousquetons. Les hommes refluent dans la brigade et verrouillent la porte. Personne n'a été touché. Martial grimpe quatre à quatre l'escalier qui mène à la terrasse, débouche en plein clair de lune. A nouveau c'est la mitraille. Il a juste le temps de se protéger en s'aplatissant derrière le muret.

A l'étage au-dessous, Madame PONS prépare un biberon pour sa fille qui pleure toujours, elle l'approche du berceau. A l'instant où les coups de feu claquent, la bouteille lui éclate dans les mains tandis que la bouillie coule sur les draps blancs. Une des balles destinées à son mari vient de briser le biberon du bébé. T'KOUT est bloqué. Les gendarmes, quatre femmes et cinq enfants sont prisonniers dans l'Aurès. **Il est 3 h 20 et la guerre d'Algérie vient de débuter...**



Les « Balcons de GHOUIFI », dans la commune de T'KOUT sont d'une beauté unique au monde.

2/ La Toussaint Rouge

L'Algérie française était découpée en trois départements : ALGER – ORAN – CONSTANTINE, avec :

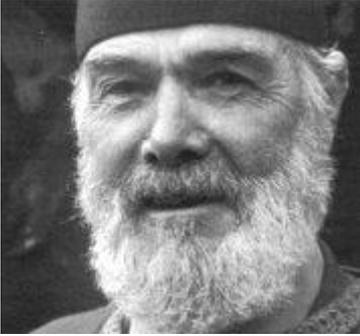
- 8 millions de musulmans qui ont un statut d'*indigène* et relèvent du droit coranique coutumier,
- près d'un million de citoyens français : immigrants de la métropole et du bassin méditerranéen, juifs locaux naturalisés en 1870, musulmans en très petit nombre ayant renoncé à leur statut coranique.

Dans le Constantinois : 180.000 européens, 3.000.000 de musulmans et 350 "Hors-la-loi"

Tandis que le Maroc et la Tunisie étaient en proie à la fièvre nationaliste, à base de terrorisme dans le premier et de guérilla dans le second, on se félicitait du calme régnant en Algérie en cette belle fin du mois d'octobre 1954. On notait, toutefois, une certaine agitation dans confins orientaux du département de Constantine, tout le long de la frontière Algéro-tunisienne, où de petites bandes venues, disait-on, de Tunisie, faisaient de temps à autre une incursion et se livraient à des déprédations. Aussi avait-on renforcé le dispositif militaire de cette région.

L'optimisme d'ALGER se fondait en grande partie sur la scission récemment survenue au sein du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D), successeur de l'Etoile Nord-africaine de MESSALI HADJ, seul parti subversif dont on craignait une action concertée d'envergure.

Cependant le Préfet Jean VAUJOUR, directeur de la Sûreté à Alger, pensait qu'un mouvement terroriste pouvait éclater à bref délai et des administrateurs de commune mixte signalaient des allées et venues suspectes entre le Sud tunisien et l'AURES. On tenait ces craintes pour exagérées. C'était une erreur.



MESSALI HADJ (1898/1974) :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Messali_Hadj

Abdelhamid BEN BADIS (1899/1940) :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Abdelhamid_Ben_Badis

Or, brusquement, des actions terroristes se déclenchent en de nombreux points du Constantinois dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954.

La situation est d'autant plus sérieuse que nous avons très peu de forces – à peine 12.000 hommes – dans le département de Constantine, qui est des trois départements précités, celui dont la superficie est la plus étendue (350 Km d'Est en Ouest, 250 km du Nord au Sud), la population la plus nombreuse (3 millions de Musulmans, mais seulement 180.000 Français de souche), l'équipement économique et routier le moins développé.

Les Musulmans y sont plus évolués, plus « politisés » que leurs coreligionnaires de l'Algérois ou de l'Oranie ; ils ont subi plus fortement qu'eux l'influence xénophobe des ulémas réformistes, dont le fondateur fut le Cheikh **BEN BADIS**, issu d'une vieille famille de Constantine. Enfin, les turbulences Berbères de l'Aurès et de la Petite Kabylie ont toujours pris une part active aux grandes insurrections cycliques dont l'avant dernière fut celle de l'AURES-BELEZMA, au cours de la première guerre mondiale, et la dernière celle de la Petite Kabylie (arrondissement de SETIF et de BOUGIE) et de l'arrondissement de GUELMA, en mai 1945.

Le 1^{er} novembre 1954, en Algérie, des indépendantistes commettent plusieurs dizaines d'attentats, dont certains meurtriers. C'est la « *Toussaint rouge* ».

80 Français assiégés à ARRIS :

Le 1^{er} novembre, à l'aube, tout danger est écarté à KHENCHELA, BATNA et BISKRA, mais on reste très inquiet pour ARRIS, où se trouvent 80 Français de souche, ainsi que pour les 8 gendarmes de T'KOUT et leurs familles. On apprend, en effet qu'un car se rendant à M'CHOUNECHE à ARRIS a été arrêté dans les gorges de TIGHANIMINE, au Sud-ouest de T'KOUT. Parmi les passagers le caïd Hadj SADOK, ancien officier, et Guy MONNEROT instituteur à GHASSIRA, sont morts assassinés, la femme de ce dernier étant laissée gisante sur le terrain grièvement blessée.

Il faut intervenir rapidement. Les autorités civiles et militaires décident donc de secourir ARRIS et T'KOUT avec les seuls moyens – dérisoires – de la subdivision de BATNA, sans attendre les renforts des autres subdivisions, car il serait alors trop tard.

Parti de BATNA en fin de matinée, un peloton d'automitrailleuses et un peloton porté d'artilleurs parviennent le soir même à ARRIS, où ils sont rejoints, le lendemain, par un détachement de même composition, sorti de KHENCHELA.

Les lieux sont alors sécurisés et pour éviter toute contagion du mal le gouvernement décide, en conséquence, l'envoi d'urgence dans le Constantinois de la 25^{ème} Division aéroportées (général GILLES), d'escadrons de gendarmerie républicaine de sécurité (CRS), tandis que la Tunisie mettra à la disposition de la division de Constantine le bataillon de Tirailleurs sénégalais et un escadron de Spahis.

Le général commandant la division de Constantine est donc en mesure de satisfaire les demandes du préfet pour que le massif des AURES soit entièrement occupé...



Genèse d'une rébellion :

C'est au printemps de 1954, devant les ruines du vieux parti nationaliste de **MESSALI HADJ**, le MTLD, déchiré par des querelles intestines, que cinq militants importants décidèrent de créer un troisième courant. Ils s'appelaient Larbi **Ben M'HIDI**, Mourad **DIDOUCHE**, Rabah **BITAT**, Mohamed **BOUDIAF** et Mostefa **Ben BOULAÏD**. Tous membres de l'Organisation spéciale du MTLD qui, dès 1950, avait tenté de mettre sur pied un véritable mouvement révolutionnaire algérien. La réaction ne s'était pas fait attendre. La police avait démantelé le complot et ses membres s'étaient retrouvés qui en prison, qui en fuite et vivant dans la clandestinité, qui en exil, comme Hocine **AÏT AHMED**, Ahmed **Ben BELLA** et Mohamed **KHIDER**, réfugiés au Caire.



Mohammed Larbi Ben M'HIDI (1923/1957)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Larbi_Ben_M%27hidi



Mohamed BOUDIAF (1919/ 1992)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Boudiaf



Mourad DIDOUCHE (1927/1955)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Mourad_Didouche

Le but essentiel des cinq militants était de « recoller les morceaux » du MTLD, divisé en partisans du vieux **MESSALI Hadj** et en fidèles d'**Hocine LAHOUEL** que l'on appelait les centralistes. Cette troisième force – qui ne regroupait que cinq hommes ! – prit le nom de Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (**C.R.U.A.**).

Très vite, **Ben M'HIDI**, **DIDOUCHE**, **BOUDIAF** et **Ben BOULAÏD** durent convenir de l'inanité de leurs efforts. Puisque l'unification du MTLD était impossible, ils décidèrent de développer le **CRUA** et d'en faire le seul mouvement nationaliste prêt à employer la violence pour parvenir à se libérer du joug de la colonisation européenne.



Mostefa Ben BOULAÏD (1917/1956)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Mostefa_Ben_Boula%C3%A4d



Belkacem KRIM (1922/ 1970)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Belkacem_Krim



Rabah BITAT (1925/2000)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Rabah_Bitat

Le 8 mai 1954, au lendemain de la chute de DIEN BIEN PHU (Indochine), ils se réunirent pour la première fois en compagnie de deux rebelles Kabyles qui tenaient le maquis depuis 1947 : KRIM Belkacem et OUAMRANE Omar dans l'échoppe d'un cordonnier algérois de rue de Mulhouse.

Ces deux maquisards, figures légendaires parmi le petit peuple Kabyle, apportaient au mouvement l'organisation MTLD de leur région, restée à l'écart des querelles intestines grâce à la personnalité de leurs chefs.

« Je peux compter sur plus de 1 500 hommes prêts à entrer en rébellion active contre les autorités françaises » dit fièrement KRIM.

Cela suffisait pour que la Kabylie – rattachée à l'Algérois dans l'esprit des fondateurs du CRUA – fit figure de région à part entière. De toute façon, KRIM n'entraît dans la danse qu'à condition d'être considéré comme chef de la Kabylie.

Au soir du 8 mai, l'accord fut conclu. Il ne restait plus qu'à mettre en route le recrutement en vue du grand jour. L'Algérie, dans l'esprit des révolutionnaires, était désormais divisée en cinq zones : Constantinois, Aurès, Oranie, Algérois, Kabylie.

BITAT se chargea du recrutement constantinois, Ben M'HIDI de l'Oranie, DIDOUCHE de l'Algérois. Quant à Ben BOULAÏD, il était pour l'Aurès ce que KRIM était pour la Kabylie : le maître absolu des militants nationalistes. De tout temps, ces deux régions sauvages avaient été les plus rebelles à la pénétration étrangère, qu'elle fut arabe ou française.

Le 3 juin 1954, dans un appartement de la Casbah, rue Montpensier, BOUDIAF, Ben M'HIDI, DIDOUCHE, BITAT, KRIM, OUAMRANE se réunirent une nouvelle fois pour faire le point. Quelques jours auparavant, KRIM avait « impressionné » BOUDIAF en lui présentant, dans un petit hôtel crasseux de la rue du Chêne, l'hôtel Saint-Martin, ses sept chefs de daïra (région), qui quadrillaient déjà la Kabylie. A eux sept, ils « disposaient » de 1.700 militants prêts à entrer dans la bagarre. Près de 500 avaient un fusil de chasse. Ils avaient en réserve quelques trois cents armes de guerre.

BOUDIAF ouvrit la séance, rue Montpensier, par ces mots : « Aujourd'hui l'heure est grave et solennelle. Plus rien ne nous sépare. Nous sommes tous unis par notre désir de mettre fin à la colonisation. L'heure de l'action directe va sonner ». Après un rapide bilan, les sept hommes procédèrent au découpage définitif et à la « nomination » de chaque chef de zone.

Réunion historique des « 22 »

Avant même que le conflit fût déclenché, les chefs du CRUA venaient de prendre une décision qui pèserait sur toute la guerre et provoquerait les premières crises au sein de l'Algérie indépendante : l'autonomie des régions, que l'on appellera plus tard willayas.

La question des responsables de région tranchée, on élut un Président. C'est BOUDIAF qui fut porté à la tête du CRUA. Sa mission de contact avec l'extérieur et de coordination avec les zones le désignait pour ce poste.

On évoquera ensuite les trois facteurs susceptibles de déclencher l'action.

Le facteur intérieur était propice. L'opinion algérienne, voyant la lutte de la Tunisie et du Maroc, pays frères, pour leur indépendance, pouvait être favorable à la constitution d'un front Nord-africain contre le colonialisme.

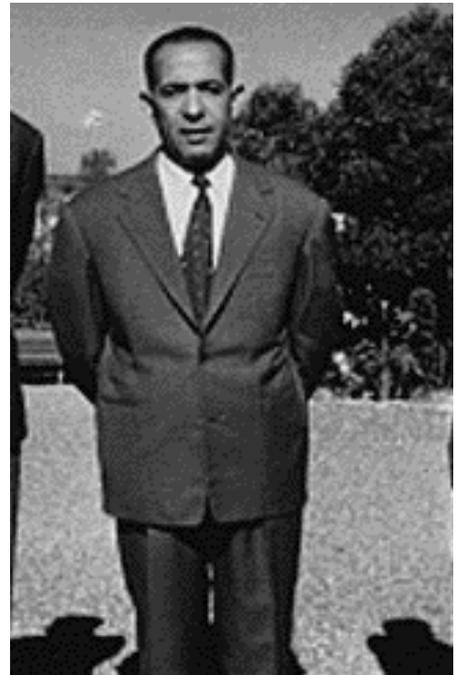
Le facteur extérieur n'était pas défavorable. La liaison avec Ben BELLA, AÏT AHMED, et KHIDER au Caire fonctionnait bien. Des contacts avaient été pris à Genève et à Tripoli avec les « frères » marocains et tunisiens qui promettaient déjà leur aide dans la mesure de leurs possibilités. De son côté Ben BELLA affirmait que l'Egypte pourrait soutenir l'action dès son déclenchement.



Ahmed BEN BELLA (1916/2012)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Ahmed_Ben_Bella



Hocine AÏT AHMED (1926/1967)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Hocine_A%C3%A0Ft_Ahmed



Mohamed KHIDER (1912/1967)
http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Khider

BOUDIAF posa alors la question : « Est-il opportun de déclencher l'action immédiatement ou bien doit-on attendre et préparer plus soigneusement le déclenchement ? » C'était le troisième facteur.
A l'unanimité, les sept hommes se prononcèrent pour l'action immédiate.

C'est le 25 juillet que se déroula la « réunion historique des 22 » dans la villa d'un certain **DERICHE**, au Clos **SALEMBIER**. **BOUDIAF**, **Ben M'HIDI**, **BITAT**, **Ben BOULAÏD** et **DIDOUCHE** profitèrent de l'absence de **KRIM** – en tournée d'« inspection » dans ses montagnes kabyles – pour réunir les hommes de confiance que chacun d'eux avait recrutés depuis quelques semaines. Il était temps de présenter les principaux responsables les uns aux autres et de les convaincre de la participation des Kabyles qui, dans leur esprit, restaient encore très attachés à la personne de **MESSALI**. Si **KRIM**, avait été présent, il aurait été plus difficile aux « Cinq » d'expliquer la situation à leurs hommes. Ils auraient d'ailleurs eu tort de le faire en présence ou sous la pression du chef montagnard. Il ne fallait jamais perdre de vue le vieil antagonisme entre Arabes et Kabyles et il ne s'agissait pas de le faire jouer au détriment du mouvement qu'ils avaient eu tant de mal à mettre sur pied. **Ben BOULAÏD** n'avait amené personne. Ses chaouïas de l'Aurès lui portaient une confiance aveugle et n'avaient nul besoin d'être convaincus.

Après les présentations d'usage et le bilan des effectifs que chacun représentait, les « Cinq » persuadèrent l'ensemble de leurs adjoints de la « pureté » de leurs intentions.

« Le **CRUA** qui se transformera à l'heure de la Révolution, dit **DIDOUCHE**, qui s'avérera le véritable moteur du mouvement, ne doit pas être une nouvelle fraction du **MTLD** qui, comme les deux autres, réduise son action à la parlote. Nous devons agir. Nous y sommes décidés. Mais pas en l'air. Avec un plan précis et défini d'une manière collégiale. Nous sommes là pour cela ».

Et tout de suite il posa la question principale :

« Devons-nous faire une révolution armée limitée ou illimitée ? Devons-nous tirer un coup de semonce pour provoquer le dialogue avec les Français ou entreprendre la révolution jusqu'à l'indépendance ? »

Les « 22 » hommes prirent la parole chacun à son tour. Ils parlèrent non seulement en leur nom, mais au nom des militants qu'ils avaient déjà recrutés. A l'unanimité, ils se prononcèrent pour la révolution armée illimitée jusqu'à l'indépendance. Ce serait la guerre.

« Mais avec quoi la ferons-nous, cette guerre ? dirent plusieurs des participants. Nous n'avons que quelques réserves, quelques caches de l'époque de l'OS ».

« Si tu as deux cartouches dans ton fusil, c'est suffisant, s'enflamma **DIDOUCHE**. Si tu n'as pas d'arme, c'est à toi de prendre l'arme de ton ennemi. L'important est de recruter des hommes, de les préparer à l'idée de l'action directe, de les entraîner à la guérilla ».

« Il faut que les Français se disent : « Ils ont osé ! » C'est cela l'important ! Il faut allumer la mèche. Pour cela il ne faut pas beaucoup d'armes. Il faut que nous le voulions ».

Ce thème, repris par **BOUDIAF**, **Ben M'HIDI**, **BITAT** et **Ben BOULAÏD**, emporta l'adhésion des participants. Les « Cinq » étaient bien les chefs dont ils avaient besoin. **KRIM** serait celui que les Kabyles souhaitaient. Tout allait donc pour le mieux. Ils furent élus à main levée et à l'unanimité.

Avant de clore la discussion, **Ben M'HIDI** leur fit une dernière recommandation : « Vous ne devez pas contacter personnellement plus de quatre ou cinq hommes sûrs. Laissez-les recruter leurs équipes personnelles en pyramide. Vous les surveillerez sans qu'ils vous identifient. Vous devez arriver à contrôler des militants qui ne vous connaîtront pas et qui ne se connaîtront pas entre eux, à l'exception des quatre ou cinq qui constitueront la même section. Ils auront le temps de faire

connaissance quand nous prendrons le maquis. Et n'oubliez pas d'employer des surnoms qui retarderont en cas de coup dur, l'identification policière ».

Les « 22 » se séparèrent sur ce conseil de prudence.

Au CAIRE les « Algériens », comme on appelait Ben BELLA, AÏT AHMED et KHIDER étaient installés dans un petit bureau. Lorsqu'il avait établi la liaison, Mohamed BOUDIAF s'était aperçu des difficultés auxquelles allait se heurter la révolution en gestation. La « délégation algérienne », représentante officielle du MTLD, n'avait pas très bonne figure. La « Voix des Arabes » n'avait que sarcasmes pour l'apathie des Algériens devant le colonialisme. Et le tout-puissant major Fathi EL DIB, chef des services spéciaux chargé des affaires d'Afrique du Nord, acceptait bien de fournir des armes et de l'argent à condition que Ben BELLA s'engageât à participer, en tant que « section algérienne », au grand projet nassérien de révolution nord-africaine. Les délégués algériens savaient d'avance les divergences qui sépareraient les pays du Maghreb et entrevoyaient le plan de NASSER : jouer les médiateurs et se poser en « grand frère » du monde arabe en contrôlant la révolution.

« Pas grand-chose, peut-être, mais tout seuls » telle était la devise des Algériens, Ben BELLA ne pouvait compter sur l'Égypte que pour annoncer au monde le déclenchement de la révolution algérienne. « Public-relation »...un point, c'est tout. « L'aide financière, avait promis NASSER, nous vous le fournirons après le déclenchement ».

C'est donc à l'automne, le 10 octobre 1954, dans une maison à jardin de Climat-de-France dans la banlieue d'Alger, que les six chefs de la révolution décidèrent de saborder le CRUA. Le comité avait échoué dans sa mission de réunification du MTLD ; il ne pouvait désormais compter que sur sa détermination.

« Nous devons présenter un mouvement pur, dit DIDOUCHE, qui naisse avec la révolution et grandisse avec elle ».

Après une rapide discussion, chacun des « Six » approuva le nouveau nom du mouvement : Front de Libération Nationale, FLN.

« Tous les Algériens, expliqua BOUDIAF, pourront nous y rejoindre. Quelle que soit leur couleur politique. Nous devons opposer un front uni à la répression qui ne va pas manquer de s'abattre sur nous. »

Ben BOULAÏD n'eut aucun mal à convaincre ses compagnons de créer un mouvement militaire parallèle au Front : l'Armée de Libération Nationale.

Ce 10 octobre, on discuta également de la proclamation qui devait suivre le début de la révolution. BOUDIAF nota les points qui devaient, de l'avis de tous, figurer dans le « bulletin de naissance » du FLN :

Le FLN n'aura qu'un ennemi, le colonialisme ; un seul but, l'indépendance nationale. Il devait rassembler toutes les énergies saines du pays et internationaliser le problème algérien. Moyens de lutte : TOUS. »

« La plate-forme de discussion avec les autorités françaises portera sur :

1/ La reconnaissance de la nationalité algérienne ;

2/ L'ouverture des négociations ;

3/ La libération des détenus politiques.

En contrepartie :

1/ Les intérêts français seront respectés ;

2/ Les Français restant en Algérie choisiront leur nationalité ;

3/ L'égalité Français-Algérien sera observé dans le respect mutuel. »

BOUDIAF et DIDOUCHE furent chargés de rédiger la proclamation, compte tenu de ces indications. Enfin les « Six » décidèrent de la date du déclenchement. Après avoir évoqué plusieurs dates ils se mirent d'accord sur celle du 1^{er} Novembre à 0 heure.

Le 24 octobre, ils se réunirent une dernière fois dans une maison de la Pointe-Pescade. Ils approuvèrent la « proclamation historique du 1^{er} novembre », rédigée à l'issue de la précédente réunion par DIDOUCHE et BOUDIAF et que ce dernier allait emporter au CAIRE, où, le 1^{er} Novembre, elle serait lue à la radio, annonçant ainsi au monde le déclenchement de la « Révolution Algérienne ».

Chacun des chefs de zone énuméra ensuite les objectifs choisis sur place, tant en Kabylie que dans l'Aurès, le Constantinois, l'Algérois ou l'Oranie. L'attaque simultanée d'objectifs éloignés et la proclamation publiée au CAIRE devaient suffire à « créer une psychose de peur et d'insécurité chez les Européens » et prouver au monde la volonté d'indépendance de l'Algérie.

KRIM rappela que seuls les forces armées, les dispositifs économiques, les « traîtres » connus devraient être visés.
« Interdiction absolue d'attaquer des civils européens, précisa-t-il, approuvé par ses compagnons (**Ndlr** : *entre l'intention et la réalité des faits, on constatera immédiatement les dérapages et notamment le 20 août 1955 dans le constantinois...*).

En sortant de cette réunion, cédant à un mouvement sentimental et enfantin, ils décidèrent d'aller se faire photographier.



Liste des « 22 »

BADJI Mokhtar (1919/1954) - **BELOUZDAD** Athmane - **BEN BOULAID** Mustafa (1917/1956) - **BENABDELMALEK** Ramdane (1928/1954) - **BENAOUDA** Amar - **BEN M'HIDI** Larbi (1923/1957) - **BENTOBBAL** Lakhdar (1923/2010) - **BITAT** Rabah (1925/2000) - **BOUADJADJ** Zoubir (1925/) - **BOUALI** Said (- **BOUCHAIB** Ahmed (1918/2012) - **BOUDIAF** Mohamed (1919/1992) - **BOUSSOUF** Abdelhafid (1926/1980) - **DERRICHE** Elias - **DIDOUCHE** Mourad (1927/1955) - **HABACHI** Abdesslam - **LAMOUDI** Abdelkader (1925/) - **MECHATI** Mohamed - **MELLAH** Rachid - **MERZOUGUI** Mohamed (1927/2008) - **SOUIDANI** Boudjema (1922/1956) - **ZIGHOUD** Youcef (1921/1956)



3/ PARIS ne voit rien venir

Pourtant deux hommes tentent d'alerter leur hiérarchie respective. Il s'agit du Préfet Jean **VAUJOUR**, Directeur de la Sûreté d'ALGER et le Colonel Paul **SCHOEN**, chef du service des liaisons Nord-africaines.

Le Préfet Jean VAUJOUR



Jean VAUJOUR (1914/2010) : http://www.whoswho.fr/decede/biographie-jean-vaujour_6565

Voici ce qu'il déclarait lors d'une interview au Journal l'Express :

L'EXPRESS : *Quand vous prenez vos fonctions de directeur de la Sûreté, à Alger, en 1953, ce pays paraît plutôt calme par rapport au reste du Maghreb. Quand avez-vous appris qu'il se préparait quelque chose?*

JEAN VAUJOUR : Dès l'été de 1953, je me suis fait apporter le dossier de l'Organisation secrète (OS), que dirigeaient Ahmed Ben BELLA et quelques-uns de ses amis, récemment sortis de prison. Il fallait s'attendre à voir réapparaître ce mouvement. Je disposais d'informations précises là-dessus, venant du Caire.

- *Quels étaient vos informateurs au Caire?*

- Les services spéciaux français. L'Egypte de Nasser était une base du nationalisme algérien.

- *Qu'avez-vous fait?*

- J'ai effectué quelques missions au Maroc et en Tunisie, alors en pleine effervescence, pour y rencontrer mes homologues de la Sûreté. J'ai compris qu'il s'agissait d'un mouvement assez profond, avec des ramifications internationales. A mon retour, j'ai rédigé un rapport intitulé: "Les Commandos nord-africains".

- *Qu'y disiez-vous?*

- Qu'il y avait des camps, en Egypte et en Libye, où s'instruisaient des Marocains, des Tunisiens et des Algériens. J'en indiquais les emplacements, le nombre de "recrues", le type d'enseignement dispensé, la nature des armes d'entraînement, les filières qui leur permettaient de rallier le Maroc ou l'Algérie...

- *Ce rapport était daté...?*

-... de mars 1954. Il a été diffusé à 50 exemplaires: président du Conseil, ministères intéressés, ambassades concernées, etc. J'y demandais aux destinataires d'en confirmer ou d'en démentir les informations.

- *Avez-vous eu des échos?*

- Un seul: le directeur de la Sûreté en Tunisie, un ami, m'a envoyé un gentil accusé de réception. C'est tout. De la métropole, aucune réponse, rien.

- *Quand avez-vous entendu parler pour la première fois du Comité révolutionnaire d'unité et d'action?*

- Le CRUA avait été créé par Mohammed BOUDIAF en mars. Le colonel SCHOEN, chef du service des liaisons nord-africaines - un arabisant distingué, intelligent - l'avait su aussitôt. Il m'en a informé. Il l'a également signalé dans son bulletin d'information confidentiel, destiné au gouverneur général et aux chefs des services de renseignement (RG et DST). A l'époque, le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) était déchiré entre les "messalistes" de MESSALI Hadj et leurs adversaires "centralistes", dirigés par LAHOUEL. SCHOEN, qui avait pourtant de bons informateurs, a cru que le CRUA était une initiative de LAHOUEL, alors qu'il s'agissait d'une initiative de Mohammed

BOUDIAF pour court-circuiter les uns et les autres et faire démarrer ainsi l'action armée. Je croyais, pour ma part, que le CRUA était la reconstitution de l'OS, dirigée par des dissidents.



Pierre MENDES FRANCE (1907/1982). Il était alors Président du Conseil.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Mend%C3%A8s_France

- *A quel moment avez-vous identifié ses membres?*

- Dès le mois de mai, pour ce qui est des neuf dirigeants "historiques". Mais nous apprendrons avec retard la réunion des "vingt-deux", c'est-à-dire des délégués des départements et des casbahs, à ALGER, fin juin.

- *Avez-vous prévenu les autorités qu'un groupe fomentait une action armée?*

- Oui, mais j'ai ajouté que rien ne se produirait avant le congrès du MTLD, lequel s'est tenu à HORNU, en Belgique, à la mi-juillet 1954. Je l'ai appris par le biais des délégués, mais, chose extraordinaire, ni les Renseignements généraux ni la Sûreté nationale, à PARIS, ne nous ont signalé le moindre franchissement de frontière...



Henri QUEUILLE (1884/1970) : http://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_Queuille

- *En août 1954, vous effectuez un séjour à Paris. Est-ce qu'on s'y intéresse tout cela?*

- Le mois d'août n'est pas un mois favorable... J'ai vu Henri QUEUILLE, l'ancien président du Conseil, qui fut l'un de mes patrons. J'ai vu le directeur du cabinet du président du Conseil, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Je leur ai dit qu'il fallait s'attendre que l'Algérie entrerait, comme ses voisins, dans un cycle d'attentats. Ils m'ont écouté avec intérêt. A peine rentré à Alger, j'ai eu des renseignements beaucoup plus précis, par un informateur membre du groupe terroriste clandestin de la Casbah. J'ai envoyé une lettre personnelle à Queuille, qui l'a fait remettre au président du Conseil. Je lui disais redouter non seulement des attentats dispersés, sporadiques, mais même "un véritable soulèvement dans les semaines ou les mois à venir". J'écrivais que les "séparatistes" - comme on disait alors - passeraient à l'action d'ici à un mois. C'était le 25 septembre.

- *Pourquoi ne pas avoir fait un rapport au ministère de l'Intérieur?*

- J'ai fait envoyer au ministère de l'Intérieur, au début d'octobre, le "papier" du chef des RG d'Alger qui me disait qu'on était à la veille d'incidents.

- De quelles informations précises disposiez-vous alors?

- Un de mes commissaires manipulait un membre du groupe de la Casbah. Vers le 15 octobre, notre informateur, ancien artificier de l'armée française, nous signale: "On me demande de fabriquer des bombes, que dois-je faire?" La femme de mon commissaire était pharmacienne; je lui ai demandé de trouver un produit capable de faire beaucoup de bruit, mais peu de mal. Elle a préconisé le chlorate de potasse. Une centaine de bombes ont été ainsi confectionnées, à base de petites boîtes d'Esso (un peu comme les boîtes de Coca d'aujourd'hui), avec du chlorate de potasse!

- Les bombes d'Alger ont été fabriquées selon vos indications!

- J'ai même sorti 2 000 francs de mon portefeuille pour acheter le chlorate de potasse! De fait, les bombes qui exploseront le 1er novembre feront peu de dégâts, sauf à un endroit, à Baba Ali, où elles provoqueront l'incendie d'un stock d'alfa.

- Vous avez même prévenu le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand?

- Oui. Du 15 au 23 octobre, le ministre était venu mesurer les conséquences du tremblement de terre d'Orléansville. J'ai informé Pierre NICOLAÏ, son directeur du cabinet, de cette histoire de bombes. Il m'a dit: "Oui, oui, parlez-en au ministre". J'ai donc parlé à MITTERRAND. Je lui ai exposé deux hypothèses: soit je coffre tout le groupe, mais je perds toutes mes informations pour l'avenir; soit je le fais surveiller et je n'interviens que la veille du jour où il passe à l'action. MITTERRAND a dit à NICOLAÏ: "Nous verrons cela à Paris, et vous transmettez mes instructions à VAUJOUR."



- Vous avez reçu des instructions?

- Le 2 novembre! Une lettre disant: vous pouvez les coffrer...



Roger LEONARD (1898/1987) : <http://www.sfhp.fr/index.php?post/2009/05/19/Notice-biographique-Roger-L%C3%A9onard>

- Le 23 octobre, vous aviez aussi signé un rapport prémonitoire...

- Oui. A peine MITTERRAND et NICOLAÏ s'étaient-ils envolés pour Bône, ce jour-là, que trois commissaires des RG font irruption dans mon bureau, avec des renseignements très précis sur la préparation d'attentats imminents et, au-delà, sur le déclenchement souterrain et clandestin de l'insurrection.

- Dans toute l'Algérie?

- Leur compétence s'exerçait seulement sur la région d'Alger. J'ai aussitôt dicté une page, signée par le gouverneur général, Roger LEONARD. Accompagné de "papiers" bourrés de détails, ce rapport était clair. J'ai prévenu la Sûreté et le cabinet du ministre, à Paris, par téléphone, que je remettais un document d'une extrême importance au pilote de l'avion d'Air France qui décollait, ce samedi 23 octobre, à 11 heures du soir. Le commissaire de permanence l'a récupéré à Orly, porté à la Sûreté et au permanent du ministère de l'Intérieur. Le dimanche se passe. Le lundi, toujours aucun écho. Le lundi soir ou le mardi matin, je ne sais plus, j'appelle le directeur général de la Sûreté nationale, Jean MAIREY, qui m'avoue ne pas avoir eu le temps de le lire !

- Et dans l'entourage du ministre?

- J'ai appelé Jean-Paul MARTIN, chef adjoint du cabinet, qui m'a dit: "Nous nous en préoccupons, nous allons vous envoyer des renforts." En l'occurrence, trois ou quatre compagnies de CRS, plus des unités militaires. Lesquelles débarqueront à Alger la veille même du déclenchement de l'insurrection.

- Et à Oran, à Constantine?

- Le dimanche 31 octobre, le commissaire des RG d'Oran, qui se nommait LAJEUNESSE, est venu spécialement m'apporter une bombe en tuyau de fonte, qui n'avait rien à voir avec les miennes. L'un de ses informateurs lui avait promis de l'alerter vingt-quatre heures avant les attentats. J'en ai déduit - à tort - que rien ne se passerait avant le lundi 1er novembre au soir. Dans le Constantinois, j'avais été prévenu vers le 25 octobre, par un commissaire des RG, que 300 fellagas se baladaient clandestinement dans les Aurès. Dès le 29, j'ai réuni, à la préfecture de Constantine, les responsables locaux, qui m'ont tous dit: "Si c'était vrai, nous le saurions." Seul l'administrateur d'Arris, au coeur de l'Aurès, m'a confié, après la réunion, qu'un de ses caïds s'était vu proposer le plan de l'insurrection de l'Aurès pour 1 million de francs, mais qu'il n'y avait pas cru. J'ai aussitôt monté un rendez-vous: 1 million contre le plan, à remettre en gare de l'Agha, à Alger, par l'informateur à l'un de mes commissaires ; l'homme lirait ostensiblement "L'Echo d'Alger"... Opération fixée au 2 novembre. Un jour trop tard...

- Vous n'aviez donc pas prévu la date...

- Non. C'est BOUDIAF qui a fourni l'explication, un jour de 1962, dans une interview au "Monde". Le démarrage de l'insurrection avait d'abord été fixé au 15 octobre, mais rien n'était prêt. Les chefs de secteur devaient se revoir le 22. Par peur des fuites, ils n'étaient que quatre ou cinq à ce rendez-vous, où fut fixée la date définitive (le 1er novembre, à 0 heure), qui devait être transmise aux chefs de commando seulement six heures avant le moment fatidique. Je n'ai donc pas prévu la date précise. Mais, le 1^{er} novembre, quand on m'a annoncé, à 0 h 50, que les premières bombes venaient d'éclater à Radio-Alger, sur le port, à Baba Ali, j'ai regretté de ne pas avoir été suffisamment entendu...

- Pourquoi cette surdité des autorités françaises?

- Je me rappelle un fait. Le 18 octobre, à Alger, François MITTERRAND, avait remis la cravate de la Légion d'honneur à Raymond LAQUIERE, président de l'Assemblée algérienne. LAQUIERE a conclu son discours en appelant le ministre à "ne pas écouter la voix des sirènes qui disent que l'Algérie pourrait être contaminée par ses voisins". LAQUIERE a ajouté: "Je peux vous dire, monsieur le Ministre, que l'Algérie est calme et qu'elle le restera." Il est possible que MITTERRAND ait été abusé par cette assurance...

Le Colonel PAUL SCHOEN



Colonel Paul SCHOEN (1900/1984)

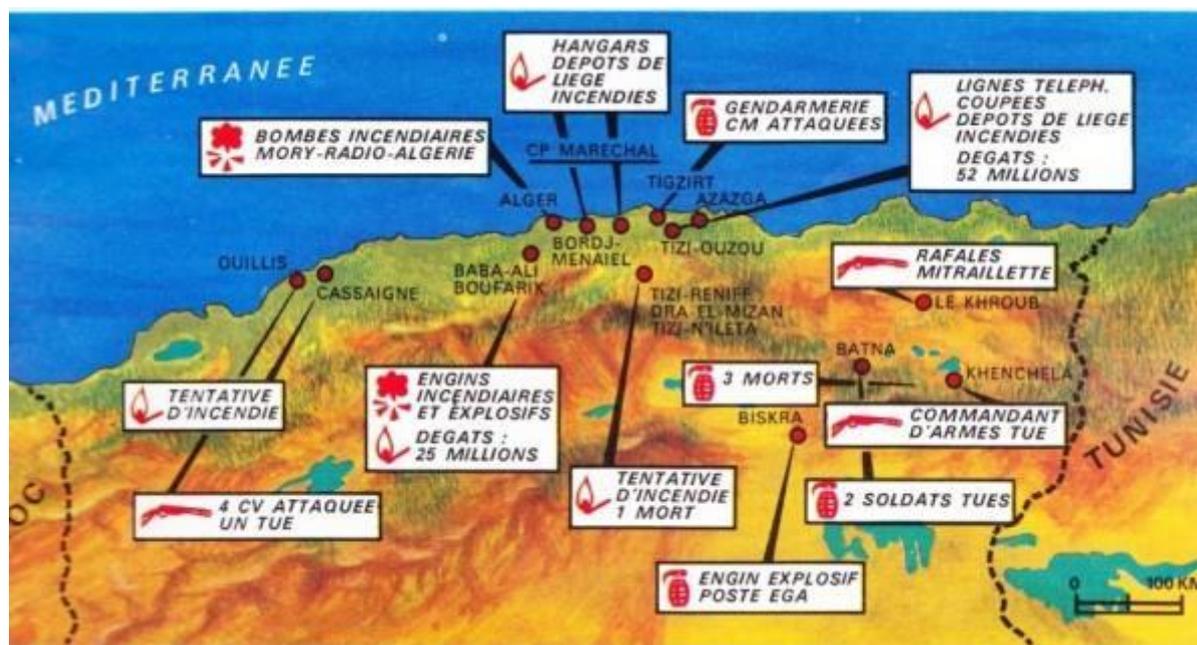
Parmi les militaires, le seul à être véritablement inquiet est le colonel SCHOEN.

Type même de l'officier des affaires indigènes, parlant couramment arabe, kabyle et quelques autres dialectes, SCHOEN, après un long séjour au Maroc, dirige à ALGER le service des liaisons Nord-africaines, parallèle au 2^{ème} Bureau. Depuis des années il déplore la sous-administration, le truquage des élections, la disparition de l'armée d'Afrique, l'effondrement du service de renseignements. Mais, au Gouvernement général, il fait figure de Cassandre, de « vieux bédouin de l'époque de Lawrence ».

Ses mises en garde, ses avertissements agacent et sont par trop en contradiction avec les rapports des préfets et des administrateurs. Pourtant, en mai, le bulletin mensuel des liaisons nord-africaines a tiré une fois de plus la sonnette d'alarme. Il révèle l'existence d'un nouveau courant d'opposition, cite des extraits d'un tract : *Position du militaire devant la crise actuelle*. Surtout, il annonce la création d'un « Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA), véritable instrument révolutionnaire et efficace qui doit, aux côtés des partis frères du Maroc et de la Tunisie, hâter la destruction du colonialisme français...

A part cette voix discordante, la paix règne dans les hautes sphères militaires...

Cliquez SVP sur ce lien si vous souhaitez en savoir + sur le Colonel SCHOEN : <http://www.cairn.info/revue-querres-mondiales-et-conflits-contemporains-2002-4-page-69.htm>



Le déclenchement :

1er novembre 1954. À 1 heure du matin, trois bombes ont explosé à ALGER. Après le lever du jour, des attentats sont commis à BATNA, KHENCHELA, BISKRA et en Kabylie ; des entrepôts brûlent. On compte des morts, les dégâts sont estimés à 200 millions de francs. Cette flambée de terrorisme inquiète le gouverneur général et les préfets d'[Algérie](#).

L'autorité française s'appuie sur une communauté européenne dynamique, solidement implantée depuis plus d'un siècle et sur une force de maintien de l'ordre (police, gendarmerie : 25 000 hommes ; armée : 50 000 hommes). Elle n'est pas contestée par les notables, fonctionnaires et commerçants musulmans, mais les sentiments réels de la majorité silencieuse sont mal connus. Toujours est-il qu'en ce 1^{er} novembre 1954 on ne peut imaginer que ces bandes de rebelles, que l'on nomme fellaghas et qui se qualifient de moudjahidin, soient une menace sérieuse. D'ailleurs, elles se dispersent à l'approche de nos troupes, mais l'insécurité s'est installée dans le bled et, surtout, le F.L.N. mène une action politique très efficace à l'intérieur et sur le plan international. La guerre d'Algérie commence.

Au terme de cette première nuit de la guerre d'Algérie, les dégâts et les pertes sont limités. Nombre d'opérations ont avorté dans la confusion, faute de matériel et de soldats aguerris. Mais la simultanéité dans le déclenchement des hostilités, la coordination des combattants, les cibles attaquées et la proclamation d'indépendance publiée par le Front de libération nationale indiquent clairement qu'un tournant radical a été opéré par un groupe d'Algériens déterminés à entrer dans la lutte armée.

Paris, embourbé dans les vagabondages d'une 4^{ème} République instable, réduit l'événement à un terrorisme qui ouvre toutes les voies...

Les Rebelles sont déçus !

Prenons l'AURES. Il n'y eut pas de journée insurrectionnelle plus décevante pour les trois chefs rebelles – Ben BOULAÏD, Chihani BACHIR et Adjel ADJOUL – alors que celle du 1^{er} novembre 1954, dans cette forêt des Béni MELLOUL où ils étaient venus se mettre à l'abri, après avoir lancé leurs commandos sur des points précis : casernes, commissariats, gendarmerie, ponts, gorges, dépôt d'essence. Cette journée, ils la passèrent à attendre les résultats de leur action, penchés sur un poste de radio. Mais dans les bulletins d'informations, c'est à peine si l'on parla de l'Algérie. Quant à la presse, elle se montra remarquablement discrète. Dans *France-Soir* : « Brusque flambée terroriste en Algérie ». *Paris-Presse* précisait : « Trente attentats cette nuit en Algérie ». *Le Monde* : « Plusieurs tués en Algérie au cours d'attaques simultanées de postes de police ». En fait, c'est dans les journaux d'Algérie que les titres se déploient le plus généreusement. Mais de Paris à Alger, d'Oran à Constantine, tous les commentateurs soulignent que les dégâts sont, dans l'ensemble, minimes et que « la population fait preuve d'un calme et d'un sang-froid absolu ».

Il faut dire qu'elle n'y avait aucun mérite, car cette révolution algérienne préparée de longue date, et qui devait mettre le pays à feu et à sang, faillit tourner court. C'est l'heure des bilans que les responsables mesurèrent leur déception.

Commandement rebelles en 1954 :

Dès le mois de septembre 1954, l'Algérie avait été divisée par les chefs de la rébellion en Willayas (régions, sensiblement calquées sur les limites administratives des trois départements d'alors) :

- WILLAYA 1 (AURES) : commandée par Mostefa BEN BOULAÏD,
- WILLAYA 2 (Nord Constantinois), commandée par Rabah BITAT,
- WILLAYA 3 (Kabylie), commandée par Belkacem KRIM,
- WILLAYA 4 (Algérois), commandée par Mourad DIDOUCHE,
- WILLAYA 5 (Oranie), commandée par Larbi BEN M'HIDI,
- WILLAYA 6 (Sud), sans commandement.

DIDOUCHE et BITAT permureront rapidement, puis BITAT sera arrêté à ALGER, le 23 mars 1955, et DIDOUCHE sera tué au combat, dans le Constantinois le 18 janvier 1955.

France - Commandement militaire :

Les débuts des conflits au milieu des populations n'ont pas le caractère net des déclarations de guerre. Pour autant, la qualité du diagnostic initial y est essentielle car elle détermine largement le cadre des évolutions futures. Au matin du 1^{er} novembre 1954, après la trentaine d'attentats de la nuit, personne en France ne pense vraiment qu'une guerre vient de commencer. On ne sait d'ailleurs pas si les terroristes sont des communistes, des nationalistes, de simples mécontents ou des gangsters. Le gouvernement hésite donc sur la politique à adopter et se contente d'ordonner aux forces de l'ordre de rétablir la paix publique.

Cette première vision de simple trouble à l'ordre public rencontre alors celle de beaucoup d'officiers de l'Armée d'Afrique, les « *Vieux Africains* », pour qui « *l'arabe ne comprend que la force* » et qui selon le colonel Godard « *seraient tout à fait aptes à faire face à une révolte du genre de celle d'ABD EL-KADER* » mais ne comprennent pas la guerre révolutionnaire. L'ensemble forme un mélange désastreux. Outre l'arrestation arbitraire de tous les nationalistes modérés (privant ainsi l'exécutif de tout interlocuteur politique et fournissant des centaines de recrues au FLN), les premières opérations conjuguent le principe de « responsabilité collective » (directive du 14 mai 1955) consistant à punir un village abritant des « hors la loi », et le cadre juridique métropolitain pour l'interpellation de ces mêmes HLL, cadre si contraignant qu'il incite à ne pas faire de prisonnier.

En termes de processus de production d'idées, on peut qualifier cette première approche d'heuristique simple, c'est-à-dire une méthode non élaborée reposant sur des solutions que l'on juge éprouvées. Dans des contextes où les décisions doivent être prises sous contrainte de temps, cette méthode a le mérite de la rapidité, mais huit mois plus tard, malgré l'arrivée de premiers renforts et l'instauration de l'état d'urgence (avril 1955), force est de constater que cette politique dure, qui marquera les pratiques jusqu'à la fin de la guerre, ne donne pas les résultats escomptés. La guérilla prend même de l'ampleur. La phase exploratoire doit donc continuer, en faisant appel cette fois à des heuristiques élaborées, c'est-à-dire fondées sur des corpus de doctrine que ont fonctionné dans des situations analogues. (Extrait de *Stratégie* n°93-94-95-96, 2009).

Général CHERRIERE



Malgré les mesures prises la situation continuait de se dégrader, dans l'Aurès mais aussi dans l'ensemble du département. Tous les effectifs du général CHERRIERE, grand patron de l'armée d'Algérie depuis 1954, avaient été déversés dans le Sud constantinois.

Après les quelques succès remportés par les paras du lieutenant-colonel DUCOURNAU l'armée de CHERRIERE est retournée dans sa routine. Ce général a voulu écraser la rébellion, passer la région au rouleau compresseur, impressionner les populations, pour réduire les un peu plus de trois cents rebelles armés, d'extraordinaires moyens ont été utilisés, unités blindées, chars, des régiments incapables de quitter la route plus de 24 heures liés à leur ravitaillement, l'armée française en

ce début de 1955 est incapable d'obtenir des résultats positifs. Les pertes de l'armée en trois mois ont été de 114 tués et blessés, pour 208 suspects hors de combat. Ces actions ont aussi eu pour résultat de jeter des populations dans les bras du FLN.

31 mars 1955- état d'urgence en Aurès et Kabylie,

26 avril 1955, la zone de Constantine passe sous commandement militaire.



Le général LORILLOT lui a succédé en juin 1955.

Le Général commandant la 10^{ème} région militaire avait dû faire face à l'explosion de la rébellion avec ses propres moyens et les quatre bataillons arrivés en renfort de la 25^{ème} division d'infanterie aéroportée (2.000 hommes) ; il en avait limité les effets sans pour autant l'étouffer.



Général Jean GILLES (1904/1961) : <http://amis2montlouis.free.fr/activit%E9s%20culturelles/gilles.htm>



Le général GILLES Commandant la 25^e Division parachutistes, a été un des premiers à intervenir dans les Aurès en novembre 1954. Une restructuration des moyens militaires, plus adaptés à cette nouvelle forme de combat, se mettra en place progressivement :

- Le 18^e RPC du Lieutenant-colonel DUCOURNAU a été immédiatement engagé,
- Le 3^{ème} Etranger est dépêché dans les Aurès en janvier 1955, sous les ordres du Colonel THOMAS,
- La 13^e DBLE, du Lieutenant-colonel ROSSI, s'établit sur le versant saharien du sauvage massif des NEMENCHA, et les autorités attendaient l'arrivée espérée des troupes reconconditionnées ; issues du conflit indochinois.



Mémorial de l'AURES à AMBOISE - Intérieur du monument

MONUMENT aux Morts

Le Monument aux Morts d'ARRIS a été rapatrié à Amboise (37) pour devenir le *Mémorial de l'Aurès et Harkis Morts pour la France*, Amboise était jumelée avec ARRIS.

MÉMORIAL DE L'AURÈS A AMBOISE

Ce monument a été érigé dans le cimetière de la rue des Ursulines, à l'initiative de l'Association Nationale du Mémorial de l'Aurès et des Harkis Morts pour la France.

Il fut inauguré le 19 avril 1997 par :

- Bernard DEBRÉ, Maire d'Amboise
- Jean DELANEAU, Vice Président du Sénat, Président du Conseil Général d'Indre et Loire
- Robert CHASTAGNOL, Président de l'Association du Mémorial de l'Aurès.
- Guy FORZY, Délégué aux Rapatriés
- Daniel CANEPE, Préfet d'Indre et Loire
- Le Colonel GUILLOUX, Délégué Militaire Départemental
- Mébarek BOUCHEKIOUA, membre fondateur de l'Association du Mémorial de l'Aurès.

Le monument est conçu dans l'esprit d'un jardin de recueillement de cent mètres carrés. Un déambulatoire en dalles d'ardoise encercle un espace de sable et de terre en provenance de la région de l'Aurès. Seize blocs d'ardoise portent chacun le nom d'un des douars composant la commune mixte d'ARRIS. Le mur d'enceinte de cet ensemble est réalisé côté intérieur en plaques d'ardoise et côté extérieur en pierres massives de Touraine. A l'intérieur et sur ce mur d'enceinte, des plaques en laiton portent les noms des soldats originaires de cette région morts pour la France.

Les cérémonies sont organisées traditionnellement le 25 septembre de chaque année.



25 SEPTEMBRE 2013 - Photo Ville d'Amboise

LES MORTS de la Toussaint rouge

Avec une pensée toute particulière, pour cette commémoration, 60 ans après :

Civils

AZOULAY Georges, Samuel, chauffeur de taxi ;
Ben AMAR Haroun, agent de police ;
BRAUN François, garde forestier ; (Voir PJ 2)
FRANCOIS Laurent, (19 ans) en tentant d'alerter la gendarmerie de CASSAIGNE ; (Voir PJ 2)
MONNEROT Guy, instituteur ;
SADOK Ben Hadj, Caïd ;

Militaires :

AUDAT Pierre ;
COCHET Eugène, Brigadier chef ;
DARNEAU Roland, Lieutenant ;
MARQUET André.

Le ministre de l'Intérieur, François MITTERRAND, promet de mettre tout en oeuvre pour arrêter les « hors-la-loi ». Avec emphase, il déclare le 12 novembre 1954 : « *Des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement. C'est la Constitution et c'est notre volonté* ».



En définitive, les attentats de la « *Toussaint rouge* » ont très peu de retentissement dans l'opinion française et la presse métropolitaine en fait à peine écho. Ils n'en marquent pas moins le début de la guerre d'Algérie, huit années de tourments qui ont marqué durablement les esprits et les coeurs des deux côtés de la Méditerranée.

4/ PROCLAMATION du F.L.N

Cette déclaration a été rédigée conjointement par BOUDIAF et DIDOUCHE en application des décisions prises lors de la réunion du 10 octobre 1954 et approuvée lors de la dernière réunion des « 22 », en date du 24 octobre 1954. Elle fut diffusée au lendemain des premiers attentats.

Au Peuple Algérien Aux Militants de La Cause Nationale

A vous qui êtes appelés à nous juger, le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement, notre souci, en diffusant la présente proclamation, est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir, en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure **L'INDÉPENDANCE NATIONALE** dans le cadre Nord-Africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents: administratifs et autres politiciailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décades de lutte, le Mouvement National a atteint sa phase finale de réalisation. En effet, le but du mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions favorables pour le déclenchement d'une action libératrice, nous estimons que: sur le plan interne, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action, et sur le plan externe, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs dont le nôtre avec surtout l'appui diplomatique de nos frères Arabes et Musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont, à ce sujet, significatifs et marquent profondément le processus de lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action. Malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre Mouvement National terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne. L'heure est grave.

Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le Mouvement National de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence pour le lancer aux côtés des frères Marocains et Tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons à préciser, à cet effet, que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et de prestiges, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi obstiné et aveugle, qui s'est toujours refusé d'accorder la moindre liberté par des moyens pacifiques.

Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous le nom de: **FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE**, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour nous préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique.

BUT: INDÉPENDANCE NATIONALE par:

1°) La restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques;

2°) Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession.

OBJECTIFS INTÉRIEURS:

1°) **ASSAINISSEMENT POLITIQUE** par la remise de Mouvement National Révolutionnaire dans sa véritable voie et par là l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme causes de notre régression actuelle.

2°) **RASSEMBLEMENT ET ORGANISATION** de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTÉRIEURS:

1°) Internationalisation du problème algérien.

2°) Réalisation de l'unité Nord-Africaine dans son cadre naturel arabo-islamique.

3°) Dans le cadre de la Charte des Nations Unies, affirmation de notre sympathie agissante à l'égard de toutes les Nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE: Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour atteindre ces objectifs, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément: une action intérieure tant sur le plan politique et de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes:

1°) L'ouverture de négociation avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible.

2°) La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toute les mesures d'exception et l'arrêt de toutes les poursuites contre les forces combattantes.

3°) La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une « terre française » en déni de l'Histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des moeurs du peuple algérien;

En contrepartie:

1°) Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.

2°) Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme des étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et dans ce cas seront considérés comme tels en droit et en devoirs.

3°) Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

Algérien! Nous t'invitons à méditer notre Charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de Libération Nationale est ton front. Sa victoire est la tienne.

Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, forts de ton soutien, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la Patrie.

NDLR : Vous recommande, en complément explicatif, ce lien : http://quy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=228

5/ Le 5 Novembre 1954

Par décret du 5 novembre 1954 l'association « **Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D)** » est dissous par décision du Président du Conseil Pierre MENDES-France.

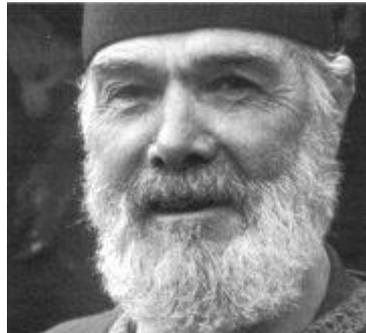
Ce mouvement se reconstituera, en décembre 1954, sous le nom de Mouvement National Algérie (MNA)...

Le **Mouvement National Algérien** désigne le mouvement sociopolitique qui, né au début du 20^e siècle pendant la colonisation française de l'Algérie, mène au déclenchement de la guerre d'indépendance de ce pays en 1954. Il comprend deux tendances politiques : les réformistes d'une part et les indépendantistes d'autre part.

Le réformisme politique naît au début du 20^e siècle par les actions menées par le mouvement des Jeunes Algériens, constitué de notables et d'intellectuels musulmans qui fondent les premières associations culturelles et journaux algériens. Son aile assimilationniste évolue en une organisation politique représentée par les élus musulmans qui organisent leur premier congrès en 1927 et fondent ensuite la fédération des élus. Ce courant décline pendant la Seconde Guerre mondiale en raison de l'absence des réformes politiques et du fait de la montée du nationalisme.

Le courant indépendantiste est mené jusqu'en 1954 par le mouvement englobant successivement l'Étoile nord-africaine (ENA), le Parti du peuple algérien (PPA) et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), dirigés principalement par MESSALI HADJ. L'Étoile nord-africaine est fondée à Paris en 1926 et milite dès sa création pour l'indépendance de l'Algérie. Après la dissolution de l'Étoile, le Parti du peuple algérien est constitué en 1937, puis le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en 1946. D'autres mouvements plus modérés évoluent également dans la scène politique algérienne, principalement l'Association des oulémas musulmans algériens, créée en 1931 par les Oulémas dans la droite ligne du mouvement islahiste né en 1920 et prônant un réformisme religieux et culturel, ainsi que le mouvement communiste représenté par le Parti communiste algérien, né 1936, et l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) de Ferhat Abbas, fondée en 1947.

Le **Mouvement national algérien (MNA)** était une organisation politico-militaire visant à l'indépendance de l'Algérie et qui a remplacé le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) à partir de 1954 avec à sa tête MESSALI HADJ.



MESSALI HADJ (1898/1974)

NDLR : Nous en reparlerons lors d'études complémentaires, qui seront développées dans les INFOS à venir.

6/ EPILOGUE Toussaint Rouge

Tayeb Zitouni : « **tôt ou tard la France devra reconnaître les crimes qu'elle a commis en Algérie** »

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a affirmé mardi à Alger que la France "ne remettra jamais" à l'Algérie des archives qui risquent de "lui faire tort", en allusion aux crimes de guerre et contre l'humanité dont les Algériens ont été victimes depuis 1830.

Extrait :

Le ministre des moudjahidine, a affirmé que son département "ne détient absolument pas d'archives secrètes". Le ministère des moudjahidine "ne retient aucune archive. Les archives sont la propriété de tous les Algériens", a indiqué M. Zitouni, lors d'un entretien accordé à l'APS, à la veille de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la révolution nationale, lors duquel il a souligné l'importance des archives dans l'écriture de l'histoire...

Si vous souhaitez lire la suite : http://www.elwatan.com/actualite/tayeb-zitouni-tot-ou-tard-la-france-devra-reconnaitre-les-crimes-qu-elle-a-commis-en-algerie-28-10-2014-275858_109.php

NDLR : Au-delà du " bla-bla " habituel et récurrent des dirigeants du FLN, destiné à des fins de politiques intérieures, nous apprenons que le ministère des anciens combattants algérien ne détient pas d'archives secrètes issues de sa guerre de libération. Comme c'est bizarre ! Ci fait que l'hémiplégie entretenue perdurera et sans espoir d'obtenir des informations sur la planification de certains massacres. Comme celui d'Oran en date du 5 juillet 1962, et celui des harkis après le 7 juillet 1962. Les jugements prononcés sur les exécutions où sont-ils ? Nos prisonniers militaires non restitués, où sont-ils ? Tout comme les disparus (1.438) de l'après 19 mars 1962 ? Peut-on également rappeler à l'apparatchik ZITOUNI, né en 1956 à Oran, que les victimes "algériennes" du seul FLN, tout au long des presque huit années de guerre ont été abominables et tristement innombrables... La stratégie "race contre race" qui l'a imposée ? La paix des mémoires ne peut s'obtenir en occultant celle des autres et réciproquement.

7/ EPILOGUE T'KOUT

Année 2008 = 11.161 habitants



La Mairie

Dans les Aurès, chez les oubliés de la révolution

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2738p068-070.xml/0/>

Berceau de l'insurrection indépendantiste algérienne, les Aurès semblent à l'abandon. Pourtant, le territoire bénéficie d'un patrimoine naturel hors du commun.

Près de soixante ans plus tard, le temps semble s'être figé à Tighanimine (« les roseaux », en berbère). Le site ressemble à un décor de western de Sergio Leone. Le bitume de la route - la seule - qui relie Biskra à Batna, la capitale des Aurès (435 km au sud-est d'Alger), n'a pas été refait depuis des lustres. Sur ce lieu hautement symbolique de l'insurrection de 1954, les autorités ont érigé un monument en forme d'obélisque à la gloire des martyrs de la révolution.

C'est au pied de cette stèle, dont le portail en fer demeure éternellement clos, que Mourad, 22 ans, a installé son commerce ambulante, une petite fourgonnette d'occasion payée par son frère 320 000 dinars (environ 3 000 euros). Originaire du village de Taghit, Mourad vend des sandwiches, des boissons chaudes et fraîches, et des cigarettes à l'unité. « En choisissant de m'installer ici, je pensais bien gagner ma vie avec les touristes et les voyageurs qui y font escale, dit-il. Mais la guerre, la révolution, les maquisards, tout cela est vieux et n'intéresse presque plus personne. C'est à peine si j'arrive à gagner 10 000 dinars par mois, un peu plus de la moitié du SMIG [fixé à 18 000 dinars]. Ici, comme dans presque tous les autres villages alentour, nous sommes des laissés-pour-compte. »

Bakchich

"À TKOUT et dans tous les villages des Aurès, il n'y a pas de travail. Le pire est qu'il n'y a même pas d'espoir d'en trouver."

Mourad a déposé des demandes de subventions à l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), mais ses dossiers sont restés dans les tiroirs de l'administration. « Si tu n'as pas de piston ou si tu ne verses pas une tchiba [bakchich] à un responsable à Arris ou à Batna, tu n'obtiens rien, explique le jeune homme. Alors pour chercher du travail les jeunes partent pour Oran, Annaba ou Alger. Nous avons fait la révolution, mais l'indépendance est passée ici sans s'arrêter. »

À TKOUT, à 80 km de Batna, ceinturé par une chaîne de montagnes et devenu commune mixte dès 1913, l'État n'a pas investi et les entreprises privées sont inexistantes. Pas d'usines, pas de petites fabriques pour absorber le chômage. Résultat : dans les cafés du village, des cohortes de jeunes désœuvrés tuent le temps en regardant des chaînes étrangères, notamment Al-Jazira, sirotent des cafés froids à longueur de journée en fumant l'araâr [« genièvre »], très répandu dans la région. « À TKOUT et dans tous les villages des Aurès, il n'y a pas de travail, confirme Lyes, gérant d'un café. Le pire est qu'il n'y a même pas d'espoir d'en trouver. Les gens d'Alger nous ont simplement oubliés. »

Pourtant, poursuit Lyes, « le pays des Chaouis [habitants des Aurès] a enfanté beaucoup d'hommes de pouvoir, notamment dans l'armée. Les anciens ministres de la Défense Khaled NEZZAR et Liamine ZEROUAL, pour ne citer qu'eux, sont de Batna.

Qu'ont-ils apporté aux Chaouis ? Rien. Et on fume l'araâr en attendant des jours meilleurs, sachant qu'on n'attend plus rien ». Ghafour, 30 ans, militant des droits de l'homme, regrette lui aussi cette amnésie : « Le premier martyr a été tué en 1954, le dernier a bouclé la boucle en 1962, observe-t-il. C'est dire le lourd tribut que les hommes et les femmes ont payé à la patrie. Leurs enfants n'ont rien obtenu en retour de ces sacrifices. »

S'il n'y avait que ça... Depuis 2005, TKOUT détient un triste palmarès. **Celui du nombre de tailleurs de pierre emportés par la silicose**, une maladie pulmonaire provoquée par l'inhalation des poussières dégagées par la roche. On ignore l'origine de cette tradition de taillage et de polissage. Toujours est-il que ce village a vu naître une légion d'artisans qui exercent leur talent aux quatre coins du pays. Si les compétences de ces derniers font la fortune des marchands de pierres, elles ne rapportent souvent que des maux à ces tailleurs, jeunes pour la plupart, qui travaillent sans masque de protection et ne bénéficient d'aucune couverture sociale.

Certes, la mairie de TKOUT ainsi que de généreux bienfaiteurs tentent de soulager le calvaire des malades en fournissant les bouteilles d'oxygène indispensables à leur survie, mais ces aides sont loin d'enrayer la spirale des décès - une centaine à TKOUT, selon des statistiques non officielles. Le jour de notre passage, Salah Lounissi, un autre tailleur de pierre, mourait. Il avait 34 ans.



Pourtant, au sud du village, un site naturel d'une beauté à couper le souffle, les **Balcons de GHOUFI**, pourrait apporter richesse et prospérité aux habitants de la région, pour peu qu'il soit un minimum mis en valeur afin d'accueillir des touristes, étrangers ou algériens. De profondes crevasses façonnées par le temps, sur plusieurs dizaines de kilomètres, comme autant de répliques en miniature du Grand Canyon d'Arizona...

Si la présence humaine dans les falaises et les oasis des gorges de GHOUFI ne peut être datée avec exactitude, la légende locale rapporte que des familles y ont édifié de petits villages, autour de vergers et de palmeraies, depuis les débuts des invasions arabes, vers l'an 680. Pour se protéger des envahisseurs, les autochtones avaient construit des maisons troglodytes dans les rocheuses, dont un bon nombre existent encore aujourd'hui. Complètement déserté par les familles au début des années 1990, le site reste un splendide musée naturel qui aurait dû être classé patrimoine mondial de l'Unesco, à l'instar des ruines romaines de Timgad ou de la Casbah d'Alger, et bénéficier ainsi d'enveloppes financières pour garantir sa pérennité.

BON WEEK-END A TOUS

Jean-Claude ROSSO